

Stop à l'acharnement !

Aujourd'hui, Cathy Chabalgoity de la ferme Uhartia de Barcus est entendue par la gendarmerie de Mauléon dans le cadre de l'enquête ouverte par le parquet de Pau sur saisie de la DDPP (Direction départementale de la Protection des Populations).

Plus de sept mois après les faits, alors qu'elle a déjà été entendue par les gendarmes au printemps dernier, **l'acharnement se poursuit donc pour tenter de punir ceux qui n'ont pas voulu accepter une mesure d'abattage de leur cheptel sain** dans le cadre du plan de lutte contre la grippe aviaire.

Comme les fermes de Gabat et Domezain, la ferme Uhartia était visée par un arrêté d'abattage de ses canards car située dans le périmètre de fermes ayant été contaminées par le virus de la grippe aviaire.

Le 14 avril, puis le 21 avril dernier, des centaines de paysans, de citoyens et d'élus s'étaient unis pour s'opposer à un abattage injustifié. Ils avaient fait barrage à l'intervention des services sanitaires et empêché l'abattage des animaux sains. Finalement un suivi sanitaire rapproché des trois élevages avait été obtenu, avec analyses régulières (qui se sont toutes révélées négatives), qui a débouché sur une levée de la surveillance fin juin.

A nouveau aujourd'hui, nous sommes des centaines devant cette gendarmerie en solidarité avec les éleveurs qui ont pris la responsabilité de préférer des mesures de bon sens sanitaire et paysan à des politiques de gestion du risque qui font plus de dégâts sur les élevages -les petits en particulier- que la maladie elle-même.

Le refus de laisser abattre les animaux de la ferme Uhartia se basait sur de solides arguments :

- les canards étaient sains (nous avons réalisé des analyses sur les trois fermes pour pouvoir l'affirmer)
- il n'y avait plus circulation virale alentours (le foyer situé à plus de 10 km avait été abattu depuis plus d'un mois et demi, il n'y avait pas d'élevages de canards dans les communes environnantes),
- le niveau de risque avait été abaissé à « modéré » au niveau français,
- le système autarcique de la ferme diminuait au maximum les risques de contamination éventuelles (entrantes ou sortantes).

L'administration veut faire payer aux éleveurs leur rébellion et elle a saisi la justice en ce sens. Non contente de s'acharner sur les trois fermes, elle a aussi supprimé une subvention d'équipements à la mairie de Mauléon parce que le maire et le premier adjoint avaient participé au blocage de Barcus. Mardi dernier, c'était le maire de Barcus qui était convoqué à la gendarmerie pour être entendu pour son rôle dans les rassemblements des 14 et 21 avril devant la ferme Uhartia, il est passible de poursuites.

Lundi soir, à l'unanimité, le Conseil exécutif de l'Agglomération Pays Basque a pris une motion dans laquelle les élus expriment leur soutien à la ferme Uhartia et leur incompréhension face à l'acharnement qu'ils constatent dans ce dossier. De nombreux élus sont présents aujourd'hui à Mauléon.

L'administration met plus de zèle à faire poursuivre ces fermes qu'à payer les indemnités consécutives à l'abattage de près de 5 millions de canards (dont plus de la moitié à titre préventif) qu'elle a imposé aux éleveurs en 2017 avec les conséquences psychologiques et économiques importantes pour cette filière.

Paysans, citoyens et élus n'approuvent pas ces façons de faire. Nous serons mobilisés à chaque attaque contre le bon sens paysan et contre les modes d'élevage soucieux du paysan, de l'animal, de la qualité et de l'environnement.